

Observations du réseau FNE PACA

Projet de rapport d'objectifs

SRADDET PACA

PROPOS LIMINAIRES

FNE PACA a participé, en tant qu'association agréée de protection de l'environnement, à la concertation mise en place depuis le début d'année 2017, dans le cadre de l'élaboration du SRADDET PACA. Elle a ainsi pris part à l'ensemble des réunions organisées sur tout le territoire régional.

FNE PACA salue la démarche volontaire de la Région d'associer un large panel d'acteurs aux travaux relatifs au futur Rapport d'Objectifs. Cependant, la méthodologie utilisée au cours de ces réunions n'a, à notre sens, pas permis une réelle concertation. Le peu de temps alloué aux ateliers de travail n'a pas permis l'expression des préoccupations fondamentales de l'ensemble des participants.

FNE PACA regrette en outre le manque de diversité d'acteurs associés à l'élaboration du Fascicule de Règles, et s'étonne notamment que les Parcs Nationaux des Calanques, de Port-Cros, des Ecrins, et du Mercantour ne soient pas associés à la démarche, au même titre que les Parcs Naturels Régionaux. Les Parcs Nationaux sont en effet des acteurs incontournables de la préservation et de la mise en valeur d'espaces naturels exceptionnels, riches de biodiversité, qui font partie intégrante de l'identité de la région.

Nous tenons par ailleurs à mentionner l'étude ALGOE du 23 juin 2017, « Analyse de l'appel à contributions sur les objectifs relatifs aux 3 lignes directrices ». Il y est fait mention d'une « démarche mobilisatrice ». Doit-on se satisfaire du niveau de la mobilisation observé ? On constate une certaine faiblesse de la représentation des répondants hors collectivités (près de 38 % et moins si l'on ne prend pas en compte les communes). Ce niveau de réponse interpelle et **il serait intéressant de fixer l'objectif, sur la durée du SRADDET, de parvenir à un meilleur taux de participation de la société civile lorsque celle-ci est sollicitée.**

Par ailleurs, comme indiqué dans ce document « cet appel à contributions n'a pas été adressé à la population qui fera l'objet d'une consultation spécifique ultérieure ». Des indicateurs de l'intérêt manifesté par la population et la société civile, de la participation citoyenne en général seraient utiles, tout comme la fixation d'objectifs et de modalités d'organisation innovantes de participation (on réfléchit à 20/30 ans).

Enfin, nous regrettons que le rapport d'Objectifs soit traité séparément du fascicule de règles, dans une temporalité et des modalités de concertation distinctes.

Cela étant, FNE PACA poursuivra son travail afin d'être force de propositions, et tient à saluer la durée de 3 mois alloué la consultation du public sur le projet de Rapport d'Objectif. Les observations développées ci-après doivent être appréciées à la lumière du Cahier de Propositions adressé à la Région en mai 2017 (voir en annexe).

REMARQUES GENERALES

Le sens des mots :

Plusieurs mots sont fréquemment employés dont on ne trouve pas définition. C'est le cas du mot « durable » (70 occurrences), associé parfois à « développement » (développement durable = 10 occurrences) ou à « aménagement » (aménagement durable = 25 occurrences). **Le SRADDET pourrait a minima préciser les critères retenus pour la durabilité** (en prenant par exemple comme base le référentiel national des politiques territoriales de développement durable). Il en va de même pour les termes « écosystème », « raisonné », « apaisé », etc. ; qui sont **autant de mots valises qu'il est regrettable de retrouver dans un document de cette qualité.**

La structuration du document d'objectifs :

Globalement le document est bien structuré, lisible, accessible, avec notamment en page 55, en un seul tableau récapitulatif, l'ensemble des 67 objectifs généraux issus des 21 orientations, 9 axes stratégiques, et 3 lignes directrices. Les titres des objectifs sont « parlants ».

Pédagogie et illustrations :

Globalement également, le document est illustré de manière assez pédagogique de graphiques et de schémas. Par contre, **on ne trouve quasiment pas de carte**, et quand elles existent, ce sont de toute évidence des vignettes de cartes à plus petite échelle qui sont souvent illisibles (exemple : p.28 déplacements domicile travail, p.38 structuration des espaces métropolitains, et surtout p. 107 : continuités écologiques).

SUR LA SYNTHÈSE DE L'ÉTAT DES LIEUX DE L'AMÉNAGEMENT DURABLE ET DE L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES

Préalablement, FNE PACA souhaiterait savoir si l'état des lieux complet d'où est tirée cette synthèse est disponible et sera annexé au SRADDET ?

S'agissant de la synthèse de l'état des lieux en elle-même, **nous avons tout d'abord été interloqués par le faible volume de cette partie pourtant essentielle du SRADDET.**

L'état des lieux d'un schéma qui se veut être « *un schéma de planification et d'aménagement du territoire à moyen et long terme* »¹ devrait en effet rassembler les données indispensables à l'identification des enjeux du territoire, qui serviront de base à l'élaboration d'une stratégie d'aménagement.

Le SRADDET est, comme cela est rappelé à juste titre dans le projet de Rapport d'Objectifs, un schéma intégrateur. Deux des schémas qu'il doit « absorber » ont d'ores et déjà été élaborés : le Schéma Régional de Cohérence Ecologique, et le Schéma Régional Climat, Air, Energie.

¹ Page 6

Le SRADDET, en tant qu'il s'impose aux documents d'urbanisme de rang inférieur, porte une lourde responsabilité : celle de retranscrire et de mettre en cohérence les objectifs et orientations des documents qu'il intègre. **S'agissant de l'intégration du SRCE et du SRCAE, comment les états des lieux de ces deux schémas peuvent-ils faire l'objet d'une si brève synthèse ?**

Le Rapport d'Objectifs rappelle très justement la richesse écologique de la région, et ne manque pas de lister les menaces pesant sur les ressources et continuités écologiques, fragilisées par une activité anthropique toujours croissante. Cela étant, cette présentation est brève, et non territorialisée. **La synthèse de l'état des lieux ne reprend notamment pas, pas même de manière synthétique, la description des éléments de la trame verte et bleue en PACA figurant au SRCE.** A noter également que la trame verte et bleue se doit d'être complétée, précisée, par les éléments issus du Plan d'Actions pour le Milieu Marin [PAMM] (auquel renvoie d'ailleurs le SRCE pour son orientation stratégique 4) et par les premiers éléments issus des travaux d'élaboration du Document Stratégique de Façade.

S'agissant du SRCAE, peu des données qui le composent ne ressortent, alors que ce Schéma présente dans **un état des lieux complet les tendances, potentiels, et enjeux du territoire dans tous les domaines** (transports et urbanisme, bâtiment, industrie, agriculture et usage des sols, énergies renouvelables, adaptation au changement climatique, déchets, modes de vie, de consommation et de production responsables), **ainsi que les scénarios étudiés.**

La synthèse proposée de l'état des lieux se contente d'énumérer un ensemble de généralités, non territorialisées, et qui ne reprennent pas suffisamment les objectifs du SRCAE et du SRCE. Cette insuffisance du SRADDET rend le document inefficace, et par conséquent la région moins résiliente face aux nombreux défis qui s'imposent à elle.

L'environnement y est par ailleurs considéré principalement comme une ressource, « *un levier du développement régional* »², et un élément du « *cadre de vie* »³. Les espaces protégés sont qualifiés de « *contraintes* »⁴. Nous préférons le terme « d'enjeux ». La nécessité de protéger la biodiversité pour ce qu'elle est ne ressort absolument pas de cette synthèse. Il en va de même dans l'ensemble du projet de Rapport d'Objectifs. Il convient de rappeler que le SRCE est un outil au service des continuités écologiques, qui repose sur la Trame verte et Bleue et sert de cadre de référence pour les documents et les projets d'aménagement du territoire.

Par ailleurs, alors que le SRADDET devra être compatible avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), **FNE PACA regrette que ce schéma ne soit pas mentionné, et qu'il n'y ait aucun renvoi qui y soit fait en matière d'état des lieux des enjeux liés à la ressource en eau et aux milieux aquatiques.**

Il en va de même pour le travail régional qu'est le Schéma d'Orientation pour une Utilisation Raisonnable et Solidaire de la ressource en Eau (SOURCE), élaboré avec la participation de la majorité des acteurs régionaux sous le pilotage de la Région. Ce travail d'identification et d'actualisation des enjeux spécifiques à PACA, des atouts et des actions à mener en région en faveur d'une gestion raisonnée de l'eau compte tenu des contraintes actuelles et futures n'a pas été repris pour l'élaboration des propositions du SRADDET. Ce dernier en est d'autant plus fragilisé.

Si nous rejoignons le constat, rappelé dans le SOURCE, selon lequel « *les activités anthropiques menacent la qualité de l'eau* »⁵ et le réchauffement climatique « *va également entraîner une diminution de la disponibilité de la*

² Page 16

³ Op.cit.

⁴ Page 17

⁵ Page 20

ressource en eau »⁶ , nous contestons partiellement l'idée selon laquelle la région dispose d'une « **ressource en eau abondante, disponible et de bonne qualité** »⁷. En effet, la multiplication durant ces quinze dernières années de l'intensité et de la durée des épisodes de sécheresse sur le territoire, traduits par de nombreux arrêtés de restriction de l'usage de l'eau – dont certains sont encore applicables sur des territoires de la région ce mois de novembre 2017 – ne peut qu'alerter les décideurs sur l'absolue nécessité et l'urgence d'améliorer la gestion de la ressource en eau du territoire, dont la qualité possède encore de bonnes marges d'amélioration.

S'agissant des transports, dans le paragraphe « *Qualité de vie menacée, le moteur de l'attractivité résidentielle en panne ?* » (page 26), il est indiqué que les problématiques de saturation des réseaux routiers dues à « *la part modale élevée de la voiture dans ces territoires, malgré l'importance des modes alternatifs, marche à pied et transports en commun* ». Cette dernière affirmation nous laisse perplexe, lorsque l'on sait les défaillances liées au fonctionnement et à la répartition géographique et temporelle de ces modes alternatifs. De quelle importance parlons-nous ?

Nous regrettons enfin qu'aucune prospective en termes de changements climatiques n'apparaisse dans cette synthèse, et invitons à ce titre la Région à se référer aux données produites par le Groupe Régional d'Experts sur le Climat (GREC) en PACA.

Pour conclure, il conviendrait que la synthèse de l'état des lieux intègre pleinement les données fournies par les documents que le SRADDET doit intégrer (SRCE et SRACE aujourd'hui, PRPGD, PRIT et PRI lorsque ceux-ci seront adoptés) et ceux avec lesquels il doit être compatible (SDAGE notamment).

SUR LA STRATEGIE REGIONALE

FNE PACA salue le fait que le SRADDET identifie parmi ses trois enjeux majeurs l'amélioration de la vie quotidienne, par la préservation des ressources et la réduction des vulnérabilités. Nous regrettons toutefois que cet enjeu ne s'articule pas clairement autour de la transition écologique et énergétique que doit entamer le territoire. Car au-delà du cadre de vie, c'est bien à ces défis majeurs du XXIème siècle que le SRADDET devra répondre.

Quelle conception de l'environnement ?

A nouveau, l'environnement est d'avantage considéré comme une ressource à exploiter que comme un écosystème support des activités humaines qu'il est donc nécessaire de préserver, dans un objectif de développement durable. A ce titre, l'enjeu transversal n°2 indique que « *l'aménagement du territoire est aujourd'hui confronté à la nécessité d'inventer des modes de conception et de planification qui améliorent le bien vivre au quotidien de la population tout en veillant à la préservation des ressources naturelles et à l'anticipation des grandes mutations notamment climatiques* »⁸.

FNE PACA demande que la notion de ressource naturelle soit remplacée par celle d' « écosystèmes », ou bien de « biodiversité » et qu'outre la préservation, bien entendu essentielle, la nécessité de restaurer ces derniers soit mentionnée.

⁶ Op.cit.

⁷ Page 19

⁸ Page 33

L'appel lancé le 13 novembre 2017, dans la revue *Bio Science*, par 15 000 scientifiques du monde entier alertant sur la dégradation sans précédent de l'environnement, nous rappelle que l'humanité a « *déchaîné un événement d'extinction de masse, le sixième en environ 540 millions d'années, où de nombreuses formes de vie actuelles pourraient être anéanties ou au moins condamnées à l'extinction d'ici la fin de ce siècle* ». Afin d'assurer une transition vers un développement durable, ces scientifiques conseillent notamment de « *prioriser la mise en place de réserves connectées, bien financées et bien gérées, pour une proportion significative des habitats terrestres, marins, d'eau douce et aériens dans le monde* », de « *maintenir les services écosystémiques de la nature en arrêtant la destruction des forêts, des prairies et d'autres habitats naturels* ». **Autant d'objectifs qu'un outil tel que le SRADDET se doit d'intégrer de façon volontariste et incitatrice pour les autres documents d'aménagement du territoire, mais qui ne sont pas clairement identifiés dans le document présenté.**

Cela étant, la partie relative aux « éléments de rupture fondant les grands principes de la vision politique régionale » (pages 34 à 36) est très importante puisqu'elle fixe la stratégie politique de « rupture » de la Région par rapport aux tendances passées.

La présentation des enjeux clés et des ruptures de politique sous forme de schémas est très intéressante et pédagogique. Les schémas affichent bien une orientation stratégique. **Cependant, ils redonnent des éléments de diagnostic sans proposer des orientations de solution en matière environnementale. On aurait attendu des objectifs chiffrés clairs en face des tendances passées pour chacune des problématiques de chaque axe de rupture, tels que l'on pourra les identifier dans les objectifs généraux.**

S'agissant du deuxième schéma, qui indique la « *trame vert et bleue est fragilisée par la fragmentation induite par l'étalement urbain* »⁹, nous tenons en outre à rappeler que l'artificialisation des sols n'est malheureusement pas la seule menace pesant sur la biodiversité (consommation excessive de la ressource en eau, sur-fréquentation des espaces naturels notamment en zones touristiques, rejet de polluants dans le milieu, changements climatiques, etc.).

SUR LA LIGNE DIRECTRICE 1 – RENFORCER ET PERENNISER L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE REGIONAL

SUR L'AXE 1 – RENFORCER LE RAYONNEMENT DU TERRITOIRE REGIONAL ET DEPLOYER LA STRATEGIE REGIONALE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

S'agissant de **l'Orientation 1**, FNE PACA rejoint le SRADDET sur la nécessité de « dynamiser le report modal »¹⁰. **Cela étant, nous regrettons de ne pas retrouver les objectifs chiffrés fixés par le SRCAE en matière de transport de marchandises**, selon lesquels 15% des marchandises devront être transportées par voie ferroviaire, et 3% par voie fluviale. Il en est de même avec l'absence de la nécessité d'avoir un débat public sur les accès aux Alpes du Sud, dont la percée ferroviaire sous le Montgenèvre

⁹ Page 35

¹⁰ Page 59

L'élaboration du SRADDET constitue une opportunité à saisir afin d'évaluer l'atteinte des objectifs fixés par le SRCAE, et de proposer en conséquence des objectifs chiffrés plus ambitieux encore, assortis d'une échéance pour leur réalisation.

Dans cette même optique, le SRADDET pourrait reprendre la proposition portée par le SRCAE de réserver des emprises foncières pour préserver des sites ferroviaires inutilisés en vue de leur réhabilitation éventuelle.

L'affichage du maintien et du renforcement des dessertes des vallées du massif alpin (liaisons inter-régionales et dessertes ferroviaires) constitue un élément positif. On peut néanmoins craindre que les objectifs relatifs aux grandes infrastructures régionales (Aéroports, gares TGV, ports maritimes...) ne les relèguent au second plan. Il est opportun que les dessertes des vallées alpines soient affichées comme prioritaires.

FNE PACA rejoint les objectifs du SRADDET concernant le renforcement des transports fluviaux et maritimes. Il convient néanmoins de prendre garde à ne pas faire du territoire une simple zone de transit commercial entre le Sud et le Nord de l'Europe (notamment par voie routière). **La valorisation internationale ne doit pas être uniquement localisée aux portes d'entrées de niveau international** (aéroport, gares TGV...). La valorisation des potentialités régionales en matière de qualité du cadre de vie et des productions locales est primordiale. **Il convient de veiller à ce que cette valorisation concerne tout le territoire et pas uniquement le littoral.**

FNE PACA regrette une fois encore que les objectifs du SRADDET ne soient pas clairs et territorialisés. Il s'agit de formulations vagues, de bonnes intentions sans réel engagement concret.

Pour exemple, dans **l'Orientation 2 – Objectif général 4**, il est mentionné comme « objectif territorialisé » : « *Energie de demain : développer l'économie verte au service de la transition énergétique de PACA* » (page 63). Si on ne peut qu'aller dans le sens d'une telle affirmation, il s'agit là d'une généralité et non d'un objectif précisé comme il le SRCAE en a fixé.

Par ailleurs, il est indiqué dans cette même partie l'objectif de « *positionner PACA comme leader en matière de naturalité et d'alimentation de qualité* ». **Qu'est-ce que la naturalité ? En quoi cet objectif est territorialisé ?**

S'agissant du renforcement des grands pôles économiques, FNE PACA tient à rappeler les impacts environnementaux de l'OIN de la Plaine du Var, qui ne saurait être considérée, du fait notamment de l'artificialisation des sols, comme une des « *opérations d'aménagement exemplaires* », cités page 71 dans l'Axe 2 de la LD1.

FNE PACA salue en revanche l'encouragement du SRADDET, dans **l'Objectif général 5**, à prévoir dans les schémas de développement économique et d'accueil des entreprises « *la hiérarchisation, l'optimisation et à la reconquête des zones d'activités économiques afin de remettre à niveau les zones existantes vieillissantes par des principes prioritaires de requalification et limiter l'ouverture de nouvelles zones* » (page 64). **Cette orientation**

s'inscrit en parfait concordance avec l'objectif affiché du SRADET de lutter contre la consommation d'espace.

S'agissant de **l'Objectif général 6**, relatif au rayonnement du territoire en matière universitaire, de recherche et d'innovation, FNE PACA rejoint le SRADET sur l'importance de « *la qualité des infrastructures* » de l'enseignement supérieur et de la recherche, ainsi que de « *la qualité des conditions d'études et de vie des étudiants* »¹¹. Cela étant, **il serait intéressant de préciser concrètement dans le SRADET dans quelles mesures les infrastructures et les conditions d'études et de vie peuvent être améliorées** (selon les préconisations du SRCAE) : réhabilitation du bâti ou constructions neuves de bonnes qualités thermique et environnementale, architecture bioclimatique, prise en compte de la biodiversité dans les aménagements, etc.

Dans **l'Objectif Général 9** (page 69), FNE PACA tient enfin à saluer la volonté du SRADET de soutenir la **stratégie de façade littorale**, qui s'appuie sur un engagement fort puisqu'il est indiqué que les documents d'urbanisme « *doivent identifier précisément les secteurs non construits et en définir les modalités précises de préservation [et] doivent également définir les modalités de la gestion du trait de côte en tenant compte de sa dynamique* ». On retrouve bien ici le rôle du SRADET d'encadrement et de déclinaison régionale des politiques de développement durable.

SUR L'AXE 2 – CONCILIER ATTRACTIVITE ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE

FNE PACA regrette que **l'Objectif général 10** (page 70) ne reprenne pas les objectifs chiffrés concernant les **mobilités et les modes d'aménagement figurant dans le SRCAE**. Il serait en effet nécessaire de les intégrer (voire de les recalculer à la hausse et d'ajouter une échéance pour leur mise en pratique), notamment s'agissant de l'objectif de diminution des distances parcourues à hauteur de 10% en centre-ville et de 20% dans les zones périurbaines, et de l'objectif d'augmentation à hauteur de 10% du nombre de personnes bénéficiant des facilités de déplacement des pôles urbains.

Concernant la prise en compte des continuités écologiques « *dans la conception, la réalisation et la gestion de travaux d'aménagement ou d'ouvrages* », le SRADET devrait préciser que **seront également prises en compte les continuités écologiques dans les zones « blanches »**, soit les zones non définies en corridors ou réservoirs par le SRCE, comme cela est recommandé dans ledit Schéma.

S'agissant de **l'Objectif général 11** (page 72), FNE PACA rejoint les propos du SRADET, qui fixe comme objectif de « *développer les grands projets d'installations solaire photovoltaïque en site déjà anthropisé (toitures, friches industrielles, parkings, etc.)* ».

¹¹ LD1-Axe1-Objectif général 6-page 65

FNE PACA a toujours affirmé son soutien au développement de l'énergie solaire photovoltaïque en tant qu'alternative durable aux énergies fossiles et fissiles, et milite pour une **priorisation de la pose de panneaux sur le bâti existant ; et pour ce qui est des parcs au sol, sur les surfaces déjà dégradées, pour éviter toute nouvelle artificialisation des sols, naturels et agricoles notamment.**

Concernant **l'Objectif général 12** (page 73), nous nous étonnons de voir que l'année de référence retenue par le SRADDET est 2012. En effet, dans le SRCAE, l'année de référence était 2007. Pourquoi un tel changement, qui n'est par ailleurs justifié à aucun moment ? **Les objectifs chiffrés de consommation d'énergie du SRADDET, calculés par rapport à l'année 2012, sont ainsi difficilement comparables à ceux énoncés dans le SRCAE (cf. tableau comparatif ci-dessous).**

Il serait plus pertinent de chiffrer les données du SRADDET en fonction de la même année de référence, soit l'année 2007, dans le but de pouvoir constater de manière plus évidente les évolutions des consommations.

Les priorités concernant le secteur tertiaire ne sont pas précisées. Ainsi, il serait pertinent d'établir des objectifs de rénovation du bâti tertiaire, énoncés dans le SRCAE, tels que celui d'atteindre 150 000 m² de surface tertiaire en rénovation complète.

De même pour le secteur industriel, il serait intéressant de mentionner l' « économie circulaire » ou encore l' « écologie industrielle », permettant de faire des économies d'énergie et de ressources et incitant à repenser les modes de conception, de production et de consommation.

Le SRCAE entend également « augmenter la part des TPE/PME/PMI ayant mis en place un système de management de l'énergie », et c'est à travers la formation/sensibilisation des salariés et acteurs économiques qu'ils peuvent être rendus acteurs de démarches d'économie d'énergie. La mise en place de lieux d'échanges de bonnes pratiques entre TPE/PME/PMI, ou encore l'incitation à un meilleur suivi des consommations d'énergie sont également des leviers à mobiliser.

Les objectifs de réduction des consommations sectorielles pour l'agriculture paraissent dérisoires pour les années 2023 (-1%) et 2030 (-2%) et par la suite trop importantes (en comparaison à 2030) pour l'année 2050 (-50%).

Chiffres		SRCAE		SRADDET		
		données réf. 2007		données réf. 2012		
Consommation d'énergie finale	2020		-13%			
	2030				-20%	
	2050		-25%		-50%	
Consommations sectorielles d'énergie	Résidentiel	2020		-30%		
		2023			-15%	
		2030		-43%		-25%
		2050				-50%
	Tertiaire	2020		-24%		
		2023				-17%
		2030		-37%		-24%
		2050				-50%
	Industrie	2020		-11%		
		2023				-26%
		2030		-22%		-42%
		2050				-50%

Tableau comparatif FNE PACA des chiffres de réduction des consommations d'énergie (cf. obj. général 12)

A la lecture de ce tableau, on note une absence d'objectifs à horizon 2020 dans le SRADDET, c'est-à-dire au cours de la présente mandature. Quels sont les objectifs du SRADDET à très court terme ?

S'agissant de **l'Objectif général 13** (page 74), **il serait intéressant de préciser, comme le fait le SRCAE, l'importance d'améliorer les connaissances sur les pollutions et leur origine, ainsi que des pistes d'actions envisageables pour les réduire.** C'est à travers la sensibilisation des acteurs, le partage et la diffusion des connaissances sur les problématiques que la prise de décisions pourrait être facilitée et que leur efficacité serait augmentée.

Concernant la qualité de l'air, la question de faire respecter la réglementation en vigueur par rapport au brûlage à l'air libre doit être mise en avant dans le SRADDET. Le SRCAE propose à ce titre plusieurs pistes d'actions pour faire respecter la réglementation, notamment celle de mieux faire connaître la réglementation aux élus, aux responsables professionnels, aux médias, et celle d'informer sur les alternatives au brûlage à l'air libre de déchets.

Dans un même souci de retranscription des dispositions du SRCAE sur la qualité de l'air, le SRADDET devrait également préciser que dans les zones les plus sensibles aux pollutions, et dans le cas d'implantation de nouveaux projets, il est indispensable de **mettre l'accent sur l'utilisation des meilleures techniques disponibles et mettre en place un suivi de bonnes pratiques environnementales**, à travers des « mesures compensatoires » (par exemple, par la participation de l'entreprise concernée à des programmes de rénovation thermique ou à des renouvellements de parc roulant ou de petits équipements anciens de chauffage au bois).

Dans le dernier paragraphe de l'objectif, **FNE PACA regrette par ailleurs que le SRADDET ne reprenne pas les objectifs du SRCAE en matière de diminution de la consommation unitaire moyenne du parc de véhicules**

et de remplacement de 8% du parc de véhicules particuliers et de véhicules utilitaires légers par des véhicules électriques (essentiellement en zone urbaine).

Pour ce qui est de la ressource en eau, FNE PACA rejoint la demande du SRADDET de « *garantir durablement un accès à la ressource en eau* » (**Objectif Général 14**, page 75). En revanche, s'il est évidemment souhaitable que cet accès soit assuré pour « tous les usages », **il est essentiel que le SRADDET place en priorité l'Alimentation en eau potable et l'agriculture**, tout en donnant des limites-objectifs de consommation, afin que ces consommations, même prioritaires, ne soient pas détournées à d'autres usages plus facultatifs (lavage de voitures, de rues, remplissage des piscines, etc.). Le SRADDET pourrait rappeler les engagements pris dans la Charte Régionale de l'eau :

- Responsabiliser élus, citoyens et usagers ;
- Décliner la nouvelle stratégie dans les politiques d'aménagement du territoire (prise en compte de l'eau dans les documents d'urbanisme, protection des espaces fonctionnels "eau", remettre la gestion et la préservation de la ressource en eau au cœur des projets de territoire...).

Une fois de plus, **le SRADDET ne va pas assez loin dans le détail et la territorialisation**. Il est indiqué que le SRADDET reprend les « *mesures de protection spécifiques sur 19 aquifères stratégiques* » sans préciser lesquels, ni justifier cette sélection.

FNE PACA tient à rappeler que l'énergie et l'eau sont sans aucun doute les maillons faibles du dispositif régional. Le réseau hydrographique régional (Durance-Verdon, Rhône) peut donner l'illusion que ces ressources sont « sécurisées ». Or il n'en est rien. Les perspectives liées au changement climatique en cours doivent nous conduire à la plus grande attention en la matière. **Dans cette optique, la préservation des ressources en eau de toute nature est prioritaire**. Il convient en particulier de mettre en place des dispositifs et des pratiques moins consommateurs d'eau tant par les usages domestiques que par les activités agricoles et industrielles (les transferts et les stockages n'apporteront pas de solutions satisfaisantes à long terme, sur une ressource qui peut diminuer).

S'agissant de **l'Objectif Général 16** d'assurer le bon état et la qualité des milieux aquatiques terrestres, littoraux et marins (page 77), aucun objectif n'est en réalité affiché. Tout juste est-il indiqué qu'il « *convient d'organiser la prévention et la lutte contre les pollutions diffuses (...)* Cela passe par la mise en place de protocoles de sensibilisation pour l'ensemble des acteurs du territoire ». **Si la formation et l'information sont en effet essentiels, cette orientation qui n'est, nous le rappelons, même pas un objectif, est largement insuffisante au regard des enjeux et objectifs affichés dans le SDAGE ainsi que dans le SRCE. Le temps de l'action est venu.**

S'agissant de **l'Objectif Général 15** (page 76), FNE PACA tient à souligner que **le SRCE contient d'ores et déjà d'importantes données sur la trame verte et bleue du territoire**. La connaissance est certes essentielle, mais insuffisante si elle n'est pas suivie d'actions. Actions que devrait mettre en place le SRADDET, sur la base des travaux d'élaboration et de suivi du SRCE.

Les objectifs quantitatifs ne sont en réalité aucunement quantifiés. Il est demandé de « *mettre en place le réseau trame verte et bleue du territoire* », comme si la démarche n'avait pas encore été entamée depuis l'adoption du SRCE. En outre aucune mention n'est faite de la cartographie existante de la TVB, ni de la stratégie de création

des aires protégées, alors que le SRADDET doit jouer un rôle essentiel de coordination et de cohérence de cette trame à l'échelle régionale.

Il est essentiel que le SRADDET retranscrive de manière bien plus fidèle et ambitieuse les objectifs fixés par le SRCE.

SUR L'AXE 3 – CONFORTER LA TRANSITION ENVIRONNEMENTALE ET ENERGETIQUE, VERS UNE ECONOMIE DE LA RESSOURCE

L'Objectif général 19 (pages 80 et 81) reprend très insuffisamment les données du SRCAE. **Tout d'abord, aucun objectif global concernant les énergies renouvelables (EnR) n'est établi, alors même que le SRCAE préconise d'atteindre 30% d'EnR produites localement dans la consommation énergétique régionale finale à l'horizon 2030.** Le SRCAE fixait également comme objectif d'atteindre une production globale d'énergie renouvelable à 2020 de 23 TWh/an et 33TWh/an à 2030.

Par ailleurs, dans le tableau fixant les objectifs de puissance thermique renouvelable, **nous nous étonnons de ne pas retrouver la géothermie et thalassothermie. Le SRCAE préconise pourtant le développement des filières**, dans les mesures suivantes :

- Géothermie : 165 MW supplémentaires entre 2009 et 2020 ; puis 200 MW supplémentaires sur la période 2020- 2030.
- Thalassothermie : 17 MW supplémentaires sur la période 2009-2020 ; puis 120 MW supplémentaires sur la période 2020-2030.

Une attention particulière concernant la biomasse devrait en outre être précisée (telle que dans le SRCAE). En effet, d'un point de vue de la qualité de l'air, toute nouvelle installation engendrera inévitablement des émissions supplémentaires sur le lieu de production. **Ces installations devront ainsi être créées sur les zones les moins sensibles** (niveaux de concentration respectant les seuils réglementaires, absence de populations sensibles) et s'accompagner d'un effort important de renouvellement des appareils de chauffage les plus polluants.

En outre, **FNE PACA regrette que le SRADDET ne fasse aucune mention des territoires à énergie positive et ne se fixe pas d'objectifs en ce sens.** Il est pourtant fondamental que la production d'énergie soit possible à toutes les échelles, il doit devenir attractif de viser l'autonomie énergétique à chaque échelle de consommation et de territoire.

De même, **le SRADDET aurait pu inciter à une plus grande implication des citoyens dans la transition**, qu'il s'agisse de la participation à la conception du projet, mais aussi son financement. Le SRADDET pourrait également fixer comme objectif de permettre l'accès à l'énergie issue des énergies renouvelables a un coût « durable » et acceptable pour la population, n'entraînant pas de précarité énergétique (aides, tarifications spéciales, modulation des taxes...).

Le SRADDET devrait également avoir pour objectif de soutenir le développement des métiers de la transition énergétique (agriculture biologique et urbaine, recyclage, professionnels de l'urbanisme, filière BTP,

etc.) à la fois dans la formation et la structuration des filières (filiale du bâti, des ENR, etc.) qui permettront à la fois de réduire les inégalités sociales et de préserver les ressources naturelles et la biodiversité.

Il est en outre essentiel de faire du financement de la transition énergétique une priorité, dans l'attribution des fonds publics.

Par ailleurs, il conviendrait que le SRADDET rappelle que le développement (nécessaire) de l'exploitation des ressources énergétiques renouvelables ne doit pas se faire au détriment du patrimoine naturel et des paysages régionaux.

S'agissant de la thématique des déchets, abordée dans **l'Orientatation 2** (pages 84 à 86), le SRADDET mentionne dans son **Objectif général 22** de nombreuses techniques de réduction des déchets. Cependant, la mise en place de systèmes de consigne (pour les bouteilles en verre par exemple) n'est pas présentée, de même que l'éco-conception (qui vise à réduire la consommation de ressources pour la fabrication et les emballages). De plus, **il est nécessaire que le SRADDET encourage le compostage, ainsi que le ZERO-déchet**. Il aurait également été intéressant de rappeler la valorisation énergétique des déchets (déjà énoncée dans un objectif précédent).

La gestion des déchets (de toutes natures) en Région PACA est manifestement insatisfaisante. **Il est indispensable qu'une attention particulière soit portée à la limitation de la production de déchets par tous les citoyens et les acteurs économiques** (ce qui rejoint les préoccupations précédentes d'économie des ressources), comme au traitement des déchets produits, ce qui constituera également une économie des ressources et une démarche de préservation de l'environnement naturel et paysager.

SUR LA LIGNE DIRECTRICE 2 – MAITRISER LA CONSOMMATION D'ESPACE, ET RENFORCER LES CENTRALITES ET LEUR MISE EN RESEAU

SUR L'AXE 1 – STRUCTURER L'ARMATURE TERRITORIALE ET CONFORTER LES CENTRALITES

Remarques générales :

Le confortement des centralités est sans doute positif au niveau de la Région. Cette démarche risque cependant de défavoriser les pôles secondaires et accentuera les disparités régionales déjà constatées notamment entre le littoral et la montagne.

Le dispositif proposé par cet axe ne sera positif que si les liaisons intra-régionales entre les pôles sont très sensiblement améliorées. En tout état de cause, ce choix impose l'amélioration des transports collectifs et dématérialisés entre les différents secteurs de la région. Il s'agit en particulier d'améliorer la « place des campagnes rurales » au sein du complexe régional. **Le renforcement de la vitalité économique, commerciale et administrative des pôles secondaires est indispensable.**

Remarques sur le contenu du document :

S'agissant de **l'Objectif général 31** (page 93), FNE PACA regrette que le SRADDET ne mentionne pas les **Contrats d'Axe**, incitant à la densification autour des axes de déplacements et permettant une optimisation des réseaux de transport en commun.

De même, le SRADDET devrait préciser dans son **Objectif général 33** (page 95), comme le fait le SRCAE, **des objectifs chiffrés concernant les mobilités douces ou actives** ; comme par exemple celui d'atteindre le ratio d'un déplacement sur deux réalisé en modes de déplacement doux en centre urbain, ou encore d'un déplacement sur trois dans les autres zones urbaines.

FNE PACA rejoint pleinement l'objectif affiché du SRADDET de lutter contre l'étalement urbain, d'inciter à des modes d'aménagement moins consommateurs d'espaces, de favoriser la proximité, le lien social, la mixité sociale et fonctionnelle.

Nous espérons retrouver des déclinaisons concrètes de ces objectifs dans le fascicule de règles (ex : « *Le SCoT et les documents d'urbanisme doivent traiter en priorité les potentiels de renouvellement urbain et de densification avant d'engager de nouveaux développements urbains extensifs* »¹²).

Cependant, FNE PACA regrette que la densification ne soit encouragée et analysée qu'à la lumière des enjeux de desserte en transports.

¹² LD2, Axe 1, objectif général 31, page 93.

En effet, il est également essentiel de conditionner le développement urbain à la capacité d'accueil des territoires (capacité qu'a l'environnement à répondre aux besoins et à absorber les rejets et pollutions).

S'agissant de **l'Objectif général 33** (page 95), FNE PACA salue la volonté affichée du SRADDET de réintroduire la nature en ville, et de « *préserver et valoriser la structure de la TVB* ».

Cela étant, l'absence de cartographie précise de cette TVB et de territorialisation des enjeux tend à affaiblir en substance cet objectif.

SUR L'AXE 2 – METTRE EN COHERENCE L'OFFRE DE MOBILITE ET L'ARMATURE TERRITORIALE

Concernant les déplacements en transport en commun (**Orientation générale 37**, page 99), FNE PACA regrette que les objectifs chiffrés fixés par le SRCAE ne soient pas intégrés, notamment : **doubler la fréquentation des transports en commun urbains et interurbains ; atteindre une part modale des transports en commun de 23% en centre-ville, 12,5% en banlieue et 6% en zones peu denses.** Le SRADDET devrait constituer là encore une occasion d'évaluer l'atteinte de ces objectifs et de leurs revoir à la hausse le cas échéant.

S'agissant de l'objectif de « *promouvoir une offre TER et LER cadencée* », il conviendrait de préciser que cette offre doit également être complémentaire, afin d'éviter toute concurrence entre ces deux moyens de transport. Dans la même optique, le SRADDET devrait se fixer pour objectif de mettre un terme à la réduction de l'offre de TER, et d'au contraire développer celle-ci afin de répondre aux enjeux métropolitains, notamment en termes d'amplitude horaire.

Il est indispensable de préserver l'ensemble du réseau ferré régional. Le SRADDET devrait également avoir pour objectif l'intégration des gares dans leur environnement proche, afin d'en faire des lieux stratégiques de l'intermodalité et de rabattement.

FNE PACA insiste par ailleurs sur la nécessité de mettre en place d'un point d'arrêt de transports collectifs sur tout le territoire régional à moins de dix minutes en voiture des lieux d'habitation.

Concernant les objectifs territorialisés de desserte du système ferroviaire du système azuréen, il serait pertinent que ceux-ci concernent également la Métropole AMP, plus grande métropole de France qui est également l'un des territoires les plus touchés par la pollution de l'air.

Sur **l'Objectif général 38**, FNE PACA souhaiterait voir apparaître l'objectif de soutenir et développer les trains touristiques, objectif qui devrait être quantifié et hiérarchisé par rapport aux autres points.

S'agissant de **l'Objectif général 39** (page 101), le SRADDET n'intègre pas la notion de « conduite douce », pourtant mise en avant dans le SRCAE. En effet, à propos des déplacements routiers, et notamment en véhicule particulier, le SRCAE mentionne la promotion de l' « éco-conduite », c'est-à-dire la mise en place « en concertation avec l'ensemble des acteurs (centres de formation, ministère...) d'actions de formation et de sensibilisation aux pratiques de l'éco-conduite ». Dans la même idée d'éco-conduite, le SRCAE entend « adapter les vitesses ; notamment au niveau des centres urbains et des zones très fréquentées afin de fluidifier le trafic et de limiter les consommations énergétiques et émissions de GES », et « assurer une régulation dynamique du trafic notamment lors des heures de pointe et des perturbations de trafic afin de réduire les pics de pollution ».

Le SRADDET devrait reprendre ces dispositions, et notamment l'objectif chiffré du SRCAE d'atteindre la « pratique d'une conduite douce pour 70% des déplacements en véhicules particuliers », en mettant en avant la formation et la sensibilisation des conducteurs à la thématique.

S'agissant de ce même Objectif général, FNE PACA invite le SRADDET à **intégrer le Schéma Régional des véloroutes et des voies vertes**, outil incontournable de la structuration du réseau d'itinéraires.

Nous tenons par ailleurs à rappeler l'importance de l'unification des tarifications des transports sur l'ensemble de la Région.

Quant à **l'Objectif général 41** (page 102), celui-ci mériterait d'être précisé s'agissant des différentes offres de services adaptées pour la desserte des petites gares et leurs éventuelles alternatives. Il est en effet nécessaire de développer des propositions concrètes, telles que celles proposées dans le SRCAE : TER, autocars interurbains, co-voiturage, auto-partage, flottes inter-entreprises, modes doux pour les petites distances (< 5km), etc.

Enfin, le SRADDET devrait intégrer les objectifs chiffrés du SRCAE pour les zones peu denses, après les avoir recalculées à la hausse si l'objectif a été atteint entre-temps :

- ⇒ Atteindre une part modale des transports en commun de 6% en zones peu denses ;
- ⇒ Atteindre un taux de remplissage moyen des véhicules particuliers égal à 1.35 en moyenne (contre 1.29 actuellement).

SUR L'AXE 3 – RECONQUÉRIR LA MAÎTRISE DU FONCIER RÉGIONAL ET RESTAURER LES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES

Dans **l'Objectif général 42** (pages 103 à 104), le SRADDET se fixe un objectif de « diminuer de 50% le rythme de la consommation d'espace, soit une réduction de 375 ha par an »¹³, sans préciser l'année et le territoire de référence. **Comment le nombre de 375 ha par an a-t-il été obtenu ?**

Il est indiqué dans **l'Objectif général 43** (page 104) que « le SRADDET prévoit dans le cadre du fascicule des règles la définition d'une trame urbaine régionale indicative autour des grandes aires urbaines, tenant compte des espaces agricoles, des réservoirs et continuités écologiques et des « couloirs de nuisance » ». **Quelle forme**

¹³ LD2, Axe 3, objectif général 42, page 103.

prendra cette trame ? Cartographique ? Quelle articulation est prévue avec la cartographie de la TVB dans le SRCE ?

De même, **l'Objectif général 44** dispose que le SRADDET « *entend définir une trame agricole et naturelle à préserver et valoriser* » (page 105). **Quelle forme prendra également cette trame ? Quelles préconisations ou obligations y seront-elles associées ? La et les retrouvera-t-on dans le Fascicule de règles ? Pourquoi n'apparaît-elle pas à ce stade ? Quid enfin de la trame littorale et marine ?**

FNE PACA rejoint en outre les objectifs du SRADDET en matière de protection et de valorisation des espaces agricoles, et salue la volonté de mettre en œuvre la séquence Eviter-Réduire-Compenser (E-R-C). **Nous regrettons toutefois que le SRADDET ne rappelle l'application de cette séquence à tout projet d'aménagement susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, et pas seulement sur les espaces agricoles irrigués, conformément aux dispositions du Code de l'environnement.**

La loi de reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages du 8 août 2016 et la réforme de l'évaluation environnementale du 3 août 2016 ont d'ailleurs précisé et consolidé ce dispositif.

Cette séquence E-R-C devrait notamment être rappelée et explicitement demandée dans **l'Orientation 2, « les continuités écologiques restaurées » (page 106).**

En outre, nous attirons l'attention sur la nécessité de compenser les pertes inévitables d'espaces agricoles par des terres de qualité agronomique équivalente ou meilleure, et sur le fait que tous les espaces agricoles ne peuvent faire l'objet de mesures compensatoires satisfaisantes (exemple avec les surfaces agricoles AOP Foin de Crau).

FNE PACA reste quelque peu circonspecte à la lecture des objectifs quantitatifs et territorialisés des **objectifs généraux 45 et 46** :

- **L'objectif de « préserver 1 660 000 ha de la trame verte » n'est ni justifié** (pourquoi 84% et pas 100% de la trame ?), **ni précisé** (quelle localisation géographique des espaces à préserver ?). En outre, une quantification en termes de surfaces est-elle réellement pertinente ? Quelle place de l'intérêt écologique des espaces protégés ?
- De même, **l'object**
- **if de remise en état optimal de 16 % de la trame verte n'est pas justifié** (qu'advient-il des 84% restant ?). La notion d' « optimale » mériterait d'être précisée. Idem s'agissant des objectifs de remise en état optimale de 42,3% des cours d'eau, eux aussi chiffrés en hectares. De quels cours d'eau s'agit-il ? Cet objectif permet-il de répondre aux objectifs du SDAGE ? Parle-t-on de la qualité chimique et/ou biologique des cours d'eaux ?
- L'objectif de protection / préservation du tiers sauvage sur le littoral doit être rappelé ; de même les secteurs à protéger prioritairement doivent être identifiés de façon cartographique.
- **La carte de synthèse des objectifs des éléments de la TVB régionale, copié/collé du SRCE, mériterait d'être affichée clairement dans le document.** Ici la carte est pixélisée, empêchant toute lecture fine.

- Enfin, **FNE PACA regrette de retrouver un simple objectif de « prise en compte » des réservoirs de biodiversité et corridors écologiques.** En effet, si le SRCE s'impose dans une relation de prise en compte aux documents de rang inférieur, le SRADDET constitue une opportunité d'imposer les objectifs de préservation et de restauration de la TVB dans un lien de compatibilité.

Utiliser le vocabulaire de la « prise en compte » dans le SRADDET vide de leur ambition les objectifs affichés. FNE PACA sera vigilante à la transposition de cet objectif dans le fascicule de règles, et appelle à employer un vocabulaire plus prescriptif.

Enfin, nous regrettons que les dispositions du SRCE en matière d'intégration dans les SCoT et PLU des objectifs de préservation et de remise en état des continuités écologiques ne soient pas reprises par le SRADDET, alors que le SRCE visait directement la mobilisation de ces documents d'urbanisme.

Le SRADDET doit justifier ses objectifs au regard de l'état des lieux et des objectifs fixés dans le SRCE. Des dispositions telles que formulées dans le projet de Rapport d'Objectifs ne permettront pas de veiller à une retranscription satisfaisante du SRCE, à la hauteur des enjeux de préservation et de restauration de la TVB.

SUR LA LIGNE DIRECTRICE 3 – CONJUGUER EGALITE ET DIVERSITE POUR DES TERRITOIRES SOLIDAIRES ET ACCUEILLANTS

SUR L'AXE 1 – CULTIVER LES ATOUTS, COMPENSER LES FAIBLESSES, REALISER LE POTENTIEL ECONOMIQUE ET HUMAIN DE TOUS LES TERRITOIRES

S'agissant de **l'Objectif général 49**, FNE PACA rejoint le SRADDET quant à la conciliation de l'offre touristique avec la vie quotidienne des habitants en assurant une dynamique continue, plutôt que saisonnière et spécialisée, sur les territoires.

FNE PACA tient à rappeler la nécessité de diversifier le tourisme de montagne (sortir de la mono-activité ski, en hiver, diversifier l'offre touristique aux quatre saisons).

Il est également essentiel que le SRADDET insiste sur l'importance de la **prise en compte de l'impact des populations saisonnières dans les documents d'urbanisme, au regard de la capacité d'accueil des territoires.** Il s'agit en effet de concilier le développement de l'attractivité touristique de la Région avec la préservation des milieux naturels, le patrimoine régional exceptionnel, le cadre de vie des habitants, en priorisant ces actions sur les milieux les plus sensibles et les plus fréquentés.

Enfin, il est nécessaire que le SRADDET précise les actions envisageables en matière de tourisme durable, telles que proposées par le SRCAE :

- ⇒ la responsabilisation des touristes et des professionnels du tourisme vis-à-vis des ressources (notamment aux économies d'énergie et d'eau), aux risques naturels et aux comportements éco-responsables ;

- ⇒ la réhabilitation des hébergements touristiques, particulièrement au niveau thermique, afin de réduire l'utilisation des climatiseurs et des chauffages. Il est important de préciser aussi que, dans le contexte du changement climatique, les stations de ski de moyenne montagne les premières visées par la diminution de l'enneigement. Il est essentiel que ces stations réalisent des diagnostics de vulnérabilité à la réduction de l'enneigement, et si elles sont concernées, adapter leurs activités face au changement climatique.
- ⇒ cette réhabilitation devrait également se faire au niveau des équipements de consommation et d'économie d'eau (tout équipement intérieur : robinetterie, toilettes, etc., mais aussi réhabilitation des systèmes de récupération des eaux pour des usages ne nécessitant pas une qualité maximale d'eau).

SUR L'AXE 2 – SOUTENIR LES TERRITOIRES ET LES POPULATIONS POUR UNE MEILLEURE QUALITE DE VIE

S'agissant de **l'Objectif général 54**, si FNE PACA rejoint le SRADDET sur la nécessité de fournir une offre de logement adaptée aux besoins des habitants, **nous regrettons que l'objectif chiffré de production de 30 600 logements par ans à l'horizon 2030 ne fasse pas l'objet de justification**. Comment ce nombre a-t-il été fixé ? Comment assurer une répartition équitable de cet objectif dans les PLH du territoire (sur quels critères ?) ?

Par ailleurs, il serait pertinent de préciser que le SRADDET « *conditionne le développement de cette offre de logements [non seulement] au respect de principes d'aménagement durable* »¹⁴, **mais aussi à l'exploitation du potentiel de rénovation, de réhabilitation et de renouvellement du bâti existant**, comme cela est indiqué dans la ligne directrice 2 – axe 1, orientation 3 : « *Pour cela, les SCoT et les documents d'urbanisme doivent traiter en priorité les potentiels de renouvellement urbain et de densification avant d'engager de nouveaux développements urbains extensifs* »¹⁵ ; ainsi que dans l'objectif général 55 (« *rénover le parc de logements existant* »).

Concernant de la rénovation du parc de logement visée à **l'Objectif Général 55**, le SRADDET devrait préciser qu'il s'agit de rénovations **thermiques et énergétiques**.

FNE PACA rejoint le SRADDET sur l'objectif de « soutenir la rénovation de 50% du parc ancien ». Toutefois, le SRADDET ne précise pas quelle forme prendra ce soutien.

FNE PACA renouvelle son souhait que le SRADDET s'engage à rénover, adapter, construire un parc de logements répondant aux enjeux environnementaux et climatiques ; et à faciliter et encourager la rénovation énergétique des bâtiments (50 000 par an) en visant les critères des bâtiments à énergie positive par le biais de dispositifs d'aides volontaristes.

Il est essentiel de repenser nos modes de fonctionnement, pour une consommation moindre à service rendu identique, et utiliser toutes les améliorations techniques allant dans le sens d'un meilleur rendement énergétique. En ce sens, FNE PACA souhaite que la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'engage à :

¹⁴ LD3, Axe2, Objectif général 54, page 117.

¹⁵ Page 93

- **Rénover, adapter, construire un parc de logement répondant aux enjeux environnementaux et climatiques actuels et futurs.**
- **Faciliter et encourager la rénovation énergétique des bâtiments** (50 000 par an) en visant les critères des bâtiments à énergie positive par le biais de dispositifs d'aides volontaristes.

Enfin, il serait pertinent que le SRADDET intègre les objectifs du SRCAE en termes de mobilisation de la filière du bâtiment, afin de répondre aux exigences de rénovation du bâti et de construction neuve performante, en faisant évoluer les pratiques, les techniques et les modes de construction à travers la formation / certification ou labellisation sérieuse et contrôlée des professionnels et des acteurs du bâtiment (par exemple : éco-artisans, pros de la performance énergétique, etc.). Ces modalités s'appliquent autant pour la rénovation du bâti que pour les constructions neuves.

SUR L'AXE 3 – DEVELOPPER ECHANGES ET RECIPROCITES ENTRE TERRITOIRES

S'agissant de **l'Objectif général 61**, FNE PACA salue l'accent mis par le SRADDET sur la promotion des solidarités entre les territoires pour l'accès et la gestion de la ressource en eau, de l'énergie et en matière de risques naturels. **Cela étant, nous regrettons de ne retrouver aucun objectif concret qui permette d'assurer ces solidarités.** Les deux « objectifs territorialisés » mentionnés ne peuvent pas être considérés comme tel. Le SRADDET mentionne des « Territoires à enjeux eau », sans préciser lesquels et les objectifs qui leur sont assignés, avant d'indiquer « Smart GRIDS... », formule on ne peut plus vague.

Il convient que le SRADDET se fixe des objectifs chiffrés, bornés dans le temps et atteignables, afin de répondre à des enjeux majeurs en matière de gestion de la ressource et de protection de la biodiversité, enjeux exacerbés par les changements climatiques.

COMPARAISON DU SRADDET AVEC L'AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE SUR LE SRADDT EN DATE DU 5 MARS 2015

Dans une démarche de propositions pour un SRADDET à la hauteur des enjeux, FNE PACA a entrepris de reprendre les préconisations formulées en 2015 par l'Autorité Environnemental (AE) sur le SRADDT.

Le document principal de référence sur lequel l'AE s'est appuyée pour émettre son avis **est l'Evaluation Environnementale (EE)** du SRADDT. Il en ira de même pour le SRADDET. Or l'EE du SRADDET n'est pas encore communiquée : à ce jour, on ne peut donc s'appuyer sur ce document pour inventorier précisément les incidences du Schéma sur l'environnement ni appréhender les mesure d'évitement, de réduction, de compensations éventuelles envisagées. **On peut néanmoins estimer que les remarques et suggestions faites par l'Autorité Environnementales sur le SRADDT auront bien été prises en compte dans le SRADDET.**

A ce titre une lecture du document du SRADDET permet d'en douter.

Les enjeux environnementaux du SRADDT considérés comme prioritaires par l'AE :

AVIS DE L'AE SUR LE SRADDT	RAPPORT D'OBJECTIFS DU SRADDET
<p>Enjeux environnementaux retenus par l'AE :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ préservation et valorisation d'une biodiversité de paysages remarquables ; ⇒ limitation de la consommation d'espaces naturels et agricoles due à l'étalement urbain ; ⇒ la gestion des risques naturels et technologiques et des effets dus aux changements climatiques ; ⇒ le déséquilibre du territoire en matière énergétique. 	<p>Identification des enjeux clés du territoire (p32) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Enjeu transversal n°1 : Concilier attractivités économique et résidentielle du territoire ⇒ Enjeu transversal n°2 : Améliorer la vie quotidienne en préservant les ressources et en réduisant la vulnérabilité ⇒ Enjeu transversal n°3 : Conjuguer l'opportunité de la métropolisation avec l'exigence d'un développement équilibré des territoires. <p><i>« Ce diagnostic et l'identification des grands enjeux du territoire régional appellent à un changement de modèle d'aménagement et de développement pour la région Provence Alpes Côte d'Azur. »</i></p>

Les enjeux environnementaux retenus par l'AE ne sont pas identifiés en tant que tel dans les enjeux clés du SRADDET. Mais il s'agit d'enjeux transversaux et non thématiques. On devrait donc retrouver les enjeux environnementaux dans les différents enjeux transversaux. Les enjeux consommation d'espace et risques sont évoqués dans l'Enjeu Transversal N°2 pour indiquer que le modèle d'aménagement suivi jusqu'alors ne pourra plus durer. FNE PACA peut en prendre acte, puisque partageant cette nécessité.

Les caractéristiques de La Région Provence Alpes Côte d'Azur :

AVIS DE L'AE SUR LE SRADDT	RAPPORT D'OBJECTIFS DU SRADDET
<p>L'avis de l'AE liste les 5 grandes caractéristiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ un rythme d'artificialisation plus de 2 fois supérieur à celui constaté au niveau national ; ⇒ la rareté des terres agricoles concentrées en zones périurbaines ; ⇒ l'extraordinaire diversité des milieux naturels et espèces ; ⇒ la variété exceptionnelle de paysages ; ⇒ une région particulièrement exposée aux risques naturels. 	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Un patrimoine naturel exceptionnel, des ressources à préserver et à valoriser ; ⇒ Des signes d'alerte ; ⇒ Menaces sur les ressources et les continuités écologiques (p20) ; ⇒ Un territoire entre mer et montagne, Rhône et Durance ; ⇒ Une mosaïque paysagère et des richesses écologiques fragiles (p18) ; ⇒ L'enjeu est bien de conforter une expertise et un savoir faire pragmatique en matière de planification et d'aménagement, et de diffuser un modèle innovant de prise en compte de la biodiversité dans les projets ; ⇒ Risques naturels : la vulnérabilité aggravée par le changement climatique.
<ul style="list-style-type: none"> ⇒ présente un déficit marqué de la production 	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ La région est l'une des plus consommatrices

énergétique par rapport à la consommation	d'énergie en France. La dépendance énergétique de la région se traduit par un déficit de la balance commerciale énergétique de plus de 13 milliards d'euros.
---	--

D'une manière générale, même si les manières de l'exprimer diffèrent, le diagnostic des grandes caractéristiques de la Région renvoient bien à ce qui avait été identifié par l'AE dans le SRADDT.

Des recommandations :

AVIS DE L'AE SUR LE SRADDT	RAPPORT D'OBJECTIFS DU SRADDET
Assurer une meilleure prise en compte transversale de l'environnement dans les différents axes et domaines d'action du schéma	Un écosystème économique (sic !) à structurer dans le respect d'un aménagement durable et attractif du territoire (p29) L'écosystème économique régional adossé à des locomotives métropolitaines (p28) La nécessité de conjuguer des contraintes diverses (économiques, climatiques), pour développer des projets agiles et transversaux (p31)

Cet aspect de l'avis de l'AE est primordial : comment les différentes politiques sectorielles des compétences (maintenant très larges) de la Région au travers du SRADDET peuvent-elles concourir ensemble à diminuer les pressions sur l'environnement ? Ici, le concept « éco » perd son sens. **FNE PACA aurait souhaité un tableau simple de correspondance entre les mesures sectorielles et environnementales : nous souhaitons qu'il apparaisse au moins dans l'Evaluation Environnementale.**

AVIS DE L'AE SUR LE SRADDT	RAPPORT D'OBJECTIFS DU SRADDET
Mieux faire ressortir la disparité forte du contexte géographique et socio-économique régional entre les espaces méditerranéens et alpins	La rencontre entre les deux régions biogéographiques alpines et méditerranéennes engendre une mosaïque de paysages peu commune en France (p18)

FNE PACA salue l'intégration des disparités régionales entre les espaces alpins et méditerranéens dans le SRADDET.

AVIS DE L'AE SUR LE SRADDT	RAPPORT D'OBJECTIFS DU SRADDET
Mieux développer les enjeux relatifs à la préservation de la qualité du milieu marin : plus de 300km de côtes, présence de parcs, réserves marines particulièrement vulnérables (1 des plus fortes concentration mondiale de ports de tourisme et autres)	<p>Objectif général 9 Soutenir la stratégie de façade littorale (P.69)</p> <p>⇒ Promouvoir une écologie positive et pragmatique pour une gestion durable et partagée de la mer et du littoral (protection de la biodiversité marine, soutien aux gestionnaires et sensibilisation)</p> <p>⇒ Valoriser les pêches maritimes et les élevages marins (aide et soutien à la compétitivité des filières pêche et aquaculture, développement d'une pêche et aquaculture durables),</p> <p>⇒ Développer les filières maritimes, l'innovation, la formation et la sécurité en mer (Mettre en place les 3 OIR du SRDEII (schéma régional de développement économique d'Innovation et d'Internationalisation) concernant le littoral).</p>

Qu'entend le SRADDT par « écologie positive et pragmatique » ? FNE PACA propose un engagement réel de la Région pour la création de nouvelles aires marines et parcs marins, pour parvenir à la préservation / protection d'au moins un tiers du littoral. Le SRADDET pourrait aussi promouvoir une dynamique de gestion intégrée des zones côtières.

AVIS DE L'AE SUR LE SRADDT	RAPPORT D'OBJECTIFS DU SRADDET
Rareté d'éléments graphiques illustrant la sensibilité du territoire régional freinant la spatialisation des enjeux environnementaux et l'analyse territorialisée des incidences	<i>Voir les remarques générales de FNE PACA au début du présent document.</i>

Comme souvent, les cartes sont informatives et jamais territorialement problématisées. Le SRADDET ne fait apparaître à aucun moment les parties de territoires où de très fortes pressions pèsent sur de très forts enjeux environnementaux et sur lesquelles, dans un cadre d'intérêt général régional, le SRADDET devra se prononcer pour que ses prescriptions soient effectivement traduisibles dans les SCOT et PLU.

AVIS DE L'AE SUR LE SRADDT	RAPPORT D'OBJECTIFS DU SRADDET
Le SRADDT apparaît dans sa formulation comme un document de cadrage régional à visée essentiellement économique et sociale...	3 axes sur 9 abordent bien des questions environnementales et de développement durable

Le SRADDET n'est plus le SRADDT, il est encore plus le « schéma des schémas » souhaité par beaucoup pour donner plus de cohérence à l'aménagement régional. Il apparaît plus justifié que les autres dimensions, les deux autres piliers, l'économie et le social, viennent y prendre une place également importante. FNE PACA tient toutefois à rappeler l'importance d'assurer que l'équilibre soit atteint et la transversalité omniprésente (cf. tableau de correspondance demandé par FNE PACA).

A la lecture des bonnes intentions du Rapport d'Objectifs, mais aussi des contradictions qui foisonnent, certaines des remarques de l'AE à l'époque peuvent apparaître encore de mise.

CONCLUSION

- ⇒ Le rapport reste globalement très général ce qui ne peut qu'aller dans le sens d'une adhésion d'ensemble des partenaires. **Des orientations trop générales, qu'on peut certes qualifier d'ambitieuses et vertueuses (sic), sans priorisation, risquent d'amoindrir ce qui fait la plus-value du SRADDET par rapport au SRADDT, à savoir le caractère prescriptif.** Cette crainte se voit renforcée par le parti pris spatial de l'Exécutif Régional qui se limite à définir 4 systèmes infra régionaux (alpin, azuréen, provençal, rhodanien). Certes les problématiques d'un territoire ne s'arrêtent pas à une limite institutionnelle. Pour autant il faut garder à l'esprit que la mise en œuvre opérationnelle du SRADDET s'inscrira sur des territoires institutionnels.
- ⇒ Que ce soit en matière d'état des lieux, de scénarios, de cartographie ou encore d'objectifs, le **Rapport d'Objectifs se révèle très largement en-deçà des ambitions fixées par le SRCE et SRCAE.** On ne peut estimer, à la lecture de ce document, que ces deux schémas pourtant essentiels à la réussite de la transition écologique et énergétique de la région PACA sont correctement retranscrits dans le SRADDET.
- ⇒ **Le déficit de cartographies, et leur manque de clarté lorsqu'elles existent, nuisent à la visibilité des objectifs.**
- ⇒ **La formulation « objectifs territorialisés » est ambiguë.** Une déclinaison des orientations et objectifs au plus près des territoires institutionnels dès cette première phase du rapport d'objectif faciliterait ensuite les exigences de la prescriptibilité. **On ressent ainsi un fort déficit de traduction concrète et localisée des objectifs ou des options proposées et affichées par le document. Or le SRCAE a notamment fait l'objet d'un important travail de territorialisation, qui semble n'avoir pas été intégré au SRADDET.**
- ⇒ **Les objectifs ne sont généralement ni mesurables, ni bornés dans le temps.**
- ⇒ Le rapport gagnerait en lisibilité à introduire des priorisations.
- ⇒ **La séquence Eviter-Réduire-Compenser (E-R-C),** mentionnée de manière anecdotique dans le document, devrait au contraire en constituer le pilier, et irriguer l'ensemble des objectifs et règles à venir du SRADDET. **Nous tenons à rappeler que la loi de reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages du 8 août 2016, ainsi que la réforme de l'évaluation environnementale du 3 août 2016, ont précisé et consolidé ce dispositif.**
- ⇒ Il est essentiel que le SRADDET insiste sur l'importance de la **prise en compte de l'impact des populations saisonnières dans les documents d'urbanisme, au regard de la capacité d'accueil des territoires.**
- ⇒ **FNE PACA veillera à la cohérence des règles avec les objectifs affichés, ainsi qu'à la qualité de l'Evaluation Environnementale.**